



**ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΚΗΣ ΑΛΛΗΛΕΓΓΥΗΣ**

Θεμιστοκλέους 27 106 77 Αθήνα

Τηλ. 210 3813052 - Fax: 210 3831603 E-mail: eedda@otenet.gr

**GREEK COMMITTEE FOR INTERNATIONAL DEMOCRATIC SOLIDARITY**

27 Themistokleous Street 106 77 Athens – Greece

Tel.+30 210 3813052 - Fax: +30 210 3831603 E-mail: eedda@otenet.gr

à: Bureau de Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme

Comité grec pour la Solidarité démocratique internationale (EEDDA)

Objet: Cuba - Session d'examen périodique: février 2009

Le gouvernement cubain, dès les premiers moments du triomphe de la Révolution en 1959, a fait enrager ses ennemis. Le nouveau gouvernement a dispensé alimentation, soins de santé et éducation de manière égalitaire. En juin 1959, la nationalisation de dizaines d'entreprises états-uniennes et du grand capital cubain et la récupération des fermes privées mettent en valeur les principes de la Révolution. Cuba n'est plus le prolongement naturel du territoire des États-Unis, c'est un pays libre et souverain dont le peuple est en train de jouir des bienfaits d'une patrie indépendante, d'une patrie victorieuse, d'une Révolution qui a tant accompli dans tous les domaines.

Cuba est un pays démocratique. Le système électoral cubain garantit la pleine liberté d'expression. La Commission électorale nationale désignée par le Conseil d'État est chargée de l'organisation, du déroulement et de la validation des élections au sein des organes du Pouvoir Populaire. Le vote pour l'élection des délégués à l'Assemblée Nationale, organe supérieur du pouvoir de l'État, aux assemblées provinciales et municipales, est direct et secret. Chaque citoyen à l'âge de voter élit ses représentants même depuis les coins les plus reculés du pays.

Avant la période électorale, tous les citoyens sont pleinement informés sur le programme du gouvernement et peuvent exprimer leurs opinions et leurs critiques. Les rencontres entre les candidats et la population sont un événement de grande

portée populaire. Les candidats à l'Assemblée Nationale et aux assemblées provinciales et municipales apprennent du peuple, de ses idées, de ses capacités. Les échanges d'opinion sont sincères et le clientélisme est inexistant. Les rencontres se tiennent sur les lieux de travail et dans les établissements d'enseignement. Les candidats sont proposés par les citoyens et représentent la fine fleur du peuple.

Le scrutin se déroule à portes ouvertes dans chaque bureau de vote et quiconque peut y assister, ainsi qu'au dépouillement des votes.

Les représentants élus sont tenus à rendre régulièrement compte aux électeurs qui ont voté pour eux et peuvent être révoqués au cas où les électeurs jugent qu'ils n'accomplissent pas leur tâche de manière adéquate.

Incontestablement, le système politique cubain est un système pleinement démocratique et participatif, un système à travers lequel s'exprime la volonté du peuple cubain. La citoyenneté cubaine confère un vaste éventail de droits dont jouissent tous les habitants de cette île des Caraïbes.

Depuis 1959, les États-Unis ont utilisé diverses méthodes pour attaquer Cuba. La pression diplomatique mise à part, l'infiltration constitue le moyen principal. Des dissidents de Miami ainsi que des ONG ont été impliqués dans cette tentative de diviser la société cubaine, de renverser le pouvoir légal de Cuba. Les dissidents et les groupes de «droits de l'homme» à Cuba même ont comme seul but de déstabiliser le régime cubain en utilisant la question des droits de l'homme, une question délicate, exploitée par les États-Unis pour convaincre les ONG européennes à agir contre le gouvernement cubain. Ils ont même eu recours à la violence, et les opérations militaires et terroristes des mercenaires ont causé des pertes humaines.

Le point culminant de cette politique agressive est le blocus économique qui prive le peuple de ses droits quotidiens depuis des décennies. La pression économique a pour but de causer du tort aux plus faibles, aux plus vulnérables, aux personnes âgées, aux souffrants et aux enfants. Il s'agit d'une vraie guerre, d'un crime qui vise à décourager le peuple et à miner le soutien de la société à la Révolution.

Cuba qui, il y a à peine 50 ans, souffrait d'extrême pauvreté, d'analphabétisme, de maladies, de corruption et de l'exploitation étrangère, se trouve actuellement au rang de leader international dans presque tous les domaines du développement humain. Le système de santé publique n'a d'égal nulle part dans le Tiers-Monde et est devenu un modèle pour toutes les nations. Ce même système, démontrant sa dimension solidaire, soulage dans des pays voisins la peine de milliers de pauvres, les médecins cubains allant dans les endroits les plus isolés des pays d'Amérique Latine. L'analphabétisme a été éliminé et le niveau de l'éducation nationale est exemplaire. Des techniciens, des professionnels hautement qualifiés, des scientifiques contribuent au développement du pays et au partage des bénéfices par le peuple.

Cuba, tout en affrontant la puissance des États-Unis et des menaces constantes, a pu réduire la mortalité infantile d'environ 90 sur 1000 à un niveau inférieur à celui des États-Unis et de la plupart des pays les plus riches du monde.

Cuba est un exemple de promotion des valeurs sociales. Elle se porte garante des droits humains et sociaux de son peuple. En vertu de la Constitution en vigueur, adoptée après référendum par la majorité écrasante du peuple cubain, la liberté d'expression, de la presse, de réunion, d'association, la liberté religieuse, de conscience et du culte, l'inviolabilité du domicile sont sauvegardées et défendues.

En vertu de la Constitution également sont sauvegardés et défendus le droit au travail, au logement, aux soins médicaux et hospitaliers gratuits, à l'éducation et formation gratuite, à la sécurité sociale, etc. De cette manière, les droits civils sont traités sur un pied d'égalité avec les droits économiques, sociaux et culturels, ce qui ne va pas de soi dans la plupart des pays du monde et d'abord et surtout aux États-Unis.

Les réussites de Cuba dans plusieurs domaines sont reconnues par les institutions de l'ONU ainsi que par d'autres organismes internationaux (UNESCO, PNUD, FAO, OMS, etc.). Des milliers de Cubains offrent leurs services de manière bénévole dans les domaines de la santé, de l'éducation, du sport dans plus de 100 pays du Tiers-Monde. D'autre part, des milliers de jeunes, provenant de pays du Tiers-Monde, surtout d'Afrique et d'Amérique Latine, mais également des États-Unis mêmes, font des études gratuites dans les universités cubaines, sous la seule condition de rentrer à

leurs pays respectifs après la fin de leurs études et d'offrir leurs services dans les régions qui en ont le plus besoin. Aussi, il n'y a pas eu une seule catastrophe naturelle où Cuba n'a pas accouru pour assister les peuples sinistrés, apportant du matériel médical, des ressources humaines et des secours d'urgence.

Cuba a joué un rôle prépondérant dans la mise sur pied du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU; le pays a été élu membre dudit Conseil avec une grande majorité, malgré les efforts multiples et variés menés surtout par les États-Unis mais aussi par les pays de l'Union européenne contre sa candidature. La coopération fructueuse dont Cuba a fait preuve au sein du Conseil témoigne du bien fondé de cette élection.

pour le Comité grec pour la Solidarité démocratique internationale (EEDDA)

La Présidente,

Marie Lavrentiadou